

LA PLACE DES HUMANITÉS DANS L'ÉCONOMIE DU SAVOIR.

Gilles Gagné

(Publié dans les *Cahiers de l'ACSALF*, vol. 2, #2, 2005, p. 17-18.)

La gestion par «restructuration permanente» possède un caractère plus général que ce qui se constate dans le domaine de l'éducation. On pourrait appeler cette approche la gestion par la thérapie de choc, ou le management par propagation de l'incertitude ou encore la police des esprits par la terreur. Cette doctrine soutient que seule la modification permanente des contraintes, des récompenses, des critères et des objectifs qui définissent et orientent l'activité «individuelle» au sein des organisations est aujourd'hui en mesure de renouveler constamment le quantum d'instabilité et d'excitation permettant de maximiser la mobilisation des ressources humaines de l'organisation; elle pousse à la prise en charge par l'employé de son employabilité, elle bouscule les définitions professionnelles des tâches ainsi que les droits conventionnés, elle déboulonne les chefs intermédiaires et les potentats locaux qui s'autonomisent au détriment du système d'ensemble, elle assouplit le « capital humain » et elle fait de la compétition le but subjectif de chaque vie particulière, la modalité uniforme du branchement des sujets sur l'innovation organisationnelle. Ce qui boucle la boucle : La régulation des esprits par l'innovation accroît en retour la quantité d'innovation que ces esprits produiront et consolide le système de régulation lui-même. On verra dans le système soviétique jusqu'à Brejnev (voir Carrère D'Encause) une forme archaïque de cette loi du mouvement, une loi anti-écologique selon laquelle tout doit durablement croître dans toutes les directions à la fois, c'est-à-dire dans aucune. Les variations de pression qui agitent aujourd'hui les eaux autrement croupissantes des étangs organisationnels se commandent d'en haut, dans ce que nous appelons depuis peu la sphère financière, une sphère dont les pratiques tentent de se reconnaître entre elles dans la doctrine de la gouvernance. Quand il revient d'un symposium international sur la *gouvernance*, ma chère, même le plus modeste des recteurs flotte dans une aura d'importance. Vu que la lutte des classes n'est pas un dîner de gala et vu que la vie quotidienne des gestionnaires condamnés à faire du temps dans une institution qui ne bouge qu'à la vitesse géologique n'est pas rose, on comprend que les réformateurs universitaires de terrain aient besoin de se réunir à l'occasion aux pieds des prophètes pour recharger leurs batteries de choc.

Or, les prophéties sur l'économie du savoir, qui doivent bien avoir un fond de vérité, nous désigne le monde actuel, le monde d'après la seconde révolution scientifique et technique, comme étant un monde de haute technicité marqué par une féroce compétition internationale pour l'appropriation des emplois baladeurs qui voyagent avec les capitaux de la science appliquée. Le génie génétique et la propriété des espèces, le

design chimique des molécules polluantes, la production, la distribution et le contrôle de l'information, l'invention des médicaments de l'avenir, la mise en exploitation technique de la physique des particules et l'applicabilité des formalismes mathématiques ou logiques à des activités pratiques composent l'univers de référence de la guerre des peuples pour des emplois à l'ère de la technoscience. Comme c'est le cas pour la plupart des prophéties postmodernes (y a-t-il donc un retour des prophètes?), le discours de la guerre technoscientifique annonce simultanément ce qu'est le réel, qui y seront dans l'avenir les gagnants et ce qu'il faut faire maintenant pour se préparer à la bataille finale. L'Université étant définie comme un rouage important du dispositif distribué de l'économie du savoir, la réforme de l'Université est devenue depuis plus de vingt ans le pain quotidien des gestionnaires de cette « organisation », les gestionnaires étant, par définition on l'a vu, des réformateurs.

Quand on insiste trop pour vous pointer ainsi la lune du doigt, c'est une saine politique que de jeter à l'occasion un coup d'œil à ses pieds. Pour les fins d'une première approximation, suivons la méthode Fermi et fichons une sonde sur le plancher des vaches. On nous demande ici de mettre un peu « la sociologie en chiffres ». Commençons donc par rappeler quelques faits qui concernent le monde auquel la sociologie appartient immédiatement, celui des humanités.

1.

Durant l'année scolaire 2003-2004, il y avait 37 591 étudiants d'inscrits à l'Université Laval. Durant cette même année, l'institution a remis 8 736 diplômes de tout niveau et de toute nature. L'Université Laval étant une université « complète », avec médecine, techniques, arts, sciences, lettres et tutti quanti, ces 8 736 diplômés représentaient la contribution annuelle de cette institution à l'économie du savoir, les universitaires étant l'aliment dont doit nécessairement se soutenir la croissance de cette nouvelle « économie ».

Or, si nous faisons maintenant comme le font l'UNESCO, l'OCDE, le ministère de l'éducation et les organismes canadiens et québécois qui subventionnent la recherche, c'est-à-dire si nous regroupons ces inscrits et ces diplômés selon les trois grandes familles que sont les sciences pures et appliquées, les sciences de la santé et les humanités, nous arrivons à des proportions qui ne vont pas exactement dans le sens du virage technoscientifique dont nous parlions au début. En comptant les étudiants des facultés des sciences infirmières, de médecine, de médecine dentaire et de pharmacie (secteur santé) avec ceux des facultés des sciences et de génies, d'agriculture et de foresterie (secteur sciences et techniques), cela ne nous donne encore qu'un petit tiers des étudiants et des diplômés, les humanités, le troisième secteur, raflant 68% des inscrits de cette année-là (25 761 étudiants) et 67% des diplômés (5 833)¹.

¹ On regroupe dans les humanités, de manière conventionnelle, les facultés d'arts visuels, de droit, de lettres, de musique, d'administration, de philosophie, d'éducation, de théologie, de sciences sociales, de même que quelques autres unités comme le baccalauréat général ou les relations internationales. On néglige ainsi le fait que certaines des composantes des sciences de la santé relèvent des humanités plutôt que des

Comme il ne tombe pas sous le sens commun des prophéties technicistes que l'économie du savoir soit, à près de 70%, une affaire d'humanités, on se demande aussitôt si la proposition lavalloise des inscrits et des diplômés ne serait pas le reflet d'un biais propre à cette institution et on redoute du même coup qu'avec de pareils engins la société québécoise ne soit en train de se mettre en marge de l'avenir. L'hypothèse, qui fait froid dans le dos, mérite d'être sondée.

Or il se trouve qu'un économiste, qui s'intéressait justement à la « composition organique » des forces de l'économie du savoir, se soit posé la question qui nous travaille ici. Dans « L'éducation et la révolution technologique : le rôle des sciences humaines dans l'économie du savoir »², Robert C. Allen entreprend de jeter quelques lumières indicatives sur la composition de la main-d'œuvre. Travaillant, pour le Canada de 1996, à partir des données du recensement et des fichiers de micro-données, Allen trouve que sur les 2 402 604 diplômés universitaires alors en emploi au Canada, 1 634 652 avaient un diplôme du secteur des humanités, pendant que 767 952 en avait un du secteur des sciences de la santé ou de celui des sciences pures et appliquées. En somme, 68% des travailleurs de l'économie du savoir venaient du secteur des humanités, soit exactement la proportion que notre coup de sonde lavallois suggérait³.

La nouvelle économie du savoir étant très très nouvelle selon les gestionnaires qui viennent de la découvrir, on pourrait penser que la proportion de diplômés des humanités dans cette économie est en train de décliner. Mais on aurait tort. Entre 1991 et 1996, disait Allen, le nombre de diplômés des humanités en emploi a augmenté de 22% pendant que celui des diplômés des autres secteurs progressait de 18,5%, un différentiel de croissance favorable aux humanités qu'il voyait se prolonger jusqu'à la date de publication de son étude.

On pourrait croire aussi que cette situation générale s'explique par le fait que les universités ont tendance à produire trop de diplômés des humanités, surproduction qui devrait alors se traduire par un taux de chômage plus élevé des diplômés de ce secteur. Mais on aurait tort à nouveau. Prenant à témoin la situation des bacheliers ayant entre 25 et 29 ans, Allen trouvait même que le taux de chômage des femmes de cet âge diplômées en éducation, en sciences sociales ou en commerce n'était que la moitié de celui de leurs consœurs du génie ou des sciences pures, la situation du chômage chez les hommes étant quant à elle moins variable d'un type de diplôme à l'autre.

Finalement, sur la question étroitement économique du « taux de rendement financier » des formations universitaires, Allen arrivait encore une fois à des résultats qui étaient loin d'être congruents avec la vision techniciste de l'économie du

technosciences alors que, dans l'autre sens, plusieurs des programmes fédérés dans les humanités s'appliquent aujourd'hui à se faire passer pour science appliquée.

² Texte datant de 1999 et disponible sur l'Internet, notamment sur le site du CRSH.

³ A la page 117 du document *Indicateurs de l'éducation - Édition 2004* (et sous-titré *Décroche tes rêves*, probablement pour faire écho à une publicité de la chaîne McDonald), le ministère de l'éducation donne un ratio de diplômés qui est de 67,7% pour les humanités (mais il compte l'architecture dans les sciences appliquées).

savoir. Examinant le rendement pour les individus ou pour la société de leurs investissements respectifs dans une formation universitaire, il arrivait à des résultats pour les différents secteurs qui étaient du même ordre de grandeur, les formations dans les humanités, plus courtes et moins dispendieuses, ayant même dans plusieurs cas un « rendement financier » supérieur à des formations dans les sciences appliquées ou dans le secteur de la santé.

Tout cela pour dire que l'économie du savoir n'a pas exactement l'allure que lui prête l'idéologie techniciste. La chose est d'ailleurs moins surprenante qu'il n'y paraît. Prenons un exemple. L'économie américaine présente un secteur agricole si magistralement voué à la surproduction, par rapport à la demande domestique, que cette situation explique une bonne part de l'agressivité commerciale de la diplomatie états-unienne. Or, la situation actuelle étant le couronnement de trois siècles de réduction de l'importance du secteur primaire dans l'économie, il n'y a plus que 3% de la main d'œuvre américaine qui se retrouve dans cet écrasant secteur agricole, ce qui donne une idée de la gigantesque productivité du travail de la « main d'œuvre » du secteur primaire. Ce que nous venons de voir concernant le poids respectif des humanités et des sciences appliquées dans l'économie du savoir relève d'une semblable réduction de la proportion des emplois regroupés dans le secteur secondaire de l'économie, secteur avec lequel est habituellement associée la vision techniciste de l'économie du savoir. La vérité, c'est que la main d'œuvre d'un centre de production hydroélectrique, d'une usine qui tisse des fibres synthétiques ou d'un « laboratoire » où *Escherichia Coli* métabolise une saveur artificielle tend à diminuer par rapport aux volumes des biens livrés par ces domaines de production, exactement comme cela est arrivé dans l'agriculture, et cela alors que c'est précisément sur ces industries à base de science appliquée que se greffe habituellement la vision techniciste de l'économie du savoir. L'industrie du vêtement (et du logiciel) partant pour l'Asie pendant que celle des plastiques et des microprocesseurs s'automatise, l'économie du savoir des pays développés devient une économie de services dominée par les « humanités », ce qui est d'ailleurs une fait connu et anticipé depuis longtemps : la grande industrie à base de science étant le lieu par excellence de la croissance de la plus-value relative, l'importance de sa main d'œuvre dans la population active va continuer à décroître et les véritables sociétés du savoir seront composées en majorité de diplômés des humanités.

Toute la question est donc de savoir s'il restera, dans les « humanités » sur lesquelles repose et reposera notre société, quelque idée de notre humanité et quelque souvenir de l'humanisme moderne, qui nous a fait.

2.

La question de la « place » des humanités dans les sociétés contemporaines se ramène donc à ceci : comme il ne saurait faire de doute que leur place est, et sera, quantitativement très grande, l'enjeu est de savoir si elle sera aussi, qualitativement, *significative*. Pour aborder cette question d'une manière tranchée, demandons-nous comment il faut concevoir, en général, la place des diplômés universitaires (et des diplômés en général) dans la société contemporaine et, pour abréger, exposons

sommairement des visions *typiques* de ce que c'est qu'un «universitaire». Pour cela, revenons à nos 8 736 diplômés de tout à l'heure. Comme cette cohorte annuelle ne représente qu'une fraction de l'injection globale d'universitaires dans la société québécoise (à quoi il faut additionner les diplômés de l'ensemble des composantes du réseau universitaire et soustraire le nombre d'étudiants qui restent à l'Université pour obtenir un diplôme supérieur), nous sommes là devant un phénomène fort important.

L'auteur de ces lignes a eu l'occasion à quelques reprises (et il s'en excuse) d'assister à un de ces spectacles à grand déploiement qui ont été mis en scène récemment par les universités pour faire vivre le « moment » de la graduation, probablement dans le but de fidéliser les clientèles diplômées. Invitant les étudiants à venir prendre leur diplôme des mains de leur recteur (et invitant leurs parents à venir filmer la scène), les universités se sont engagées dans des sortes de *revivals* de la graduation où, pendant plusieurs jours, des diplômés défilent devant un parterre de docteurs vêtus d'hermine avant d'entendre de leur recteur un discours de circonstance.

C'est dans cette circonstance, justement, qu'un recteur de l'Université Laval exposa devant moi, en juin 2000, une première conception de ce qu'est le diplômé universitaire, une conception que je dirai *dominante*. Vantant la qualité des services éducatifs de son organisation, le recteur d'alors fit valoir aux yeux de ses diplômés (et à ceux de leurs parents, présumés avoir fait des sacrifices colossaux à cette fin) qu'ils étaient maintenant dotés d'un équipement de première classe pour faire face à la concurrence féroce qui régnait sur le marché du savoir et des emplois. L'Université Laval n'ayant rien à envier aux meilleures organisations œuvrant en éducation, c'est en toute confiance que ses diplômés pouvaient se présenter sur le marché, maintenant international, des bons emplois pour offrir aux organisations planétaires les compétences qui étaient les leurs et ainsi prendre une place enviable dans la nouvelle économie. Parlant de mobilité sociale individuelle à des consommateurs de services éducatifs, le recteur, en somme, fit ce que tout le monde attendait de lui et il donna sa bénédiction aux « gagnants de demain ».

Or, il se trouve que l'Université Laval remettait ce jour-là un doctorat *Honoris causa* à Claude Ryan, une sorte de vieux catholique réactionnaire qui avait un don certain pour recycler les idées désuètes, en particulier celles du siècle dernier, le 20^e pour ne pas le nommer. Invité à parler lui aussi aux présumés gagnants de demain, Claude Ryan, qui n'avait pas d'organisation à vendre, ne leur parla point de leurs chances de gain mais de leurs responsabilités⁴. L'idée la plus intéressante (pour les fins de notre opposition typologique) que Claude Ryan exposa ce jour-là reposait sur la prémisse que les étudiants diplômés étaient désormais des « universitaires » et qu'ils resteraient durant toute leur vie membres de cette institution. Formés dans un lieu fait pour permettre à la vie de l'esprit de se déployer sans contrainte, Ryan annonçait aux diplômés qu'ils allaient constamment, tout au long de leur vie professionnelle, revenir en pensée vers ces lieux où s'étaient formées, au contact d'une tradition de pensée, d'un art, d'un métier ou d'une science, leurs capacités de juger et leur aptitude à se porter responsables des orientations de la société. Essayant de leur faire comprendre que l'Université allait rester pour eux la

⁴ Son discours fut reproduit dans *Le Devoir* du 11 juin 2000.

base où ils allaient virtuellement se retrancher, même une fois engagés dans la vie de la société, pour défendre le principe de leur autonomie et leur aptitude au jugement, Ryan terminait son allocution en recommandant aux diplômés d'être toujours prêts à se porter à la défense de l'Université. Surtout maintenant, concluait-il, alors qu'au nom du financement de la recherche les « forces du néolibéralisme rodent avec plus d'audace que jamais aux portes de l'Université », quand elles ne se glissent pas à « l'intérieur même de leurs murs ».

On ne pouvait avoir, réunies dans une petite matinée de graduation de printemps, deux conceptions plus rigoureusement opposées du même animal, le diplômé en l'occurrence. Pour l'un, il était un entrepreneur dans la course de la survie et de l'adaptation à la globalisation, un concurrent solitaire qui prenait le départ dans « une Ferrari » (sic); pour l'autre, il était l'émissaire d'une institution qui était au foyer d'une des formes les plus générales de l'autonomie, l'autonomie professionnelle (du jugement et du choix) appuyée sur la connaissance. Pour l'un le diplômé était équipé pour prendre son rang au haut de l'échelle, pour offrir ses services à qui pourrait le payer, pour prendre place dans la division du travail et pour mettre sans reste, mais avec compensations financières, ses compétences au service du système et son âme au service de n'importe quoi. Pour l'autre, le diplômé était un individu irrémédiablement extérieur aux contraintes immédiates et irréfléchies de la vie pratique, une personne qui avait son identité et sa référence supérieure durablement ancrée dans une institution publique vouée à la liberté et au service de la société.

S'il y avait eu ce jour-là un référendum pour choisir entre ces deux manières de concevoir les diplômés universitaires (et pour choisir du même coup les conséquences qui en découlent), j'aurais très certainement milité pour celle de Ryan. Cela montre bien que l'on ne choisit pas toujours ses alliés. Évidemment, comme nous sommes dans une société où la place des humanités va croissante, c'est-à-dire où c'est l'action collective sur l'action, sur autrui, sur les normes, sur les idées, sur les valeurs, sur les sentiments, sur les pratiques sociales et sur toutes choses humaines qui occupe le devant de la scène (et qui médiatisent de manière de plus en plus massive et décentralisée l'action sur la nature vivante et sur les choses), il est extrêmement risqué de faire un tel choix ryannien. En face d'elle, la conception du recteur voit plutôt les diplômés universitaires comme des employés industriels dont les compétences sont assujetties à (et reproduites par) des systèmes bien réglés d'opérations et de contrôles, une conception qui minimise les risques de désordre social pouvant surgir du dérèglement des libertés. Mais elle maximise, comme on a pu le voir au cours d'un certain 20^e siècle, les risques d'emballement des systèmes de contrôle eux-mêmes. La conception ryannienne, par contre, exige que l'Université maintienne un savant équilibre entre, d'un côté, la capacité de fonder sur le savoir existant et sur l'expérience historique l'exercice du jugement et, de l'autre, la propension à remettre en jeu le savoir acquis lui-même; elle doit, en somme, initier les universitaires à l'art de prendre sur eux un ordre de problèmes dont ils connaissent l'histoire plutôt qu'à faire métier de se fixer aveuglément sur des solutions données. Or, les formes de cet équilibre critique se prêtent mal à la gestion, comme le montrent historiquement différents cas de fixation unilatérale de l'Université sur des solutions à l'emporte-pièce (la scolastique, le phlogistique, la sélection naturelle, le grand

leader, la Big Science, l'efficacité, LA recherche, etc.), situations historiques ou certaines universités se sont elles-mêmes mises en danger⁵. En somme, la délicate vision ryanienne suppose que l'Université s'engage à troubler en permanence son ordre interne pour garder la faculté de douter des vérités reçues tout en préservant et défendant la valeur des pratiques et des savoirs dont l'utilité est d'intervenir dans l'orientation de la société par le détour du jugement. Il s'agit donc pour elle de stabiliser l'influence de discours dont la valeur repose sur l'aptitude à se transformer.

À l'heure de la tendance des systèmes sociaux à se refermer sur leur propre reproduction, cette tâche peut devenir passablement conflictuelle : la multiplication dans la pratique sociale des tours d'ivoire organisationnelles privées qui veulent arracher leurs membres à toute appartenance symbolique extérieure, à toute « employabilité » sociale indépendante d'elle, à tout investissement affectif particulier qui aurait en vue le monde humain (social et historique) plutôt que l'environnement de l'organisation (comme l'a montré Le Goff dans *La barbarie douce*) pose ici un problème pour lequel on ne voit pas de solution harmonieuse. Prenons un peu de recul.

3.

La conception ryanienne, comme on le sait, prend sa source dans la conception moderne de l'Université. Centrée sur la notion « d'autonomie professionnelle », elle suppose que les universitaires ne seront utiles dans la société qu'à la condition expresse qu'ils se prononcent, au fil des travaux et au fil des jours, sur ce qui est droit, solide, beau, efficace, délicieux, juste, utile, économique, bon, durable, intelligent, robuste, profitable, respectueux, nécessaire, libre, rationnel, équitable, harmonieux, équilibré, joli, élégant, clair, vrai, intéressant, salubre, digne, logique, respectable ou bien boulonné, exactement comme les plombiers se prononcent sur ce qui est étanche et les luthiers sur ce qui sonne bien. Elle suppose donc qu'ils devront se réclamer pour cela d'une discipline, d'un métier, d'une profession, d'un art, d'une tradition, d'un paradigme, d'une culture ou d'une science qui auront été cultivés pour eux-mêmes dans un espace ouvert où les disputations internes seront institutionnellement protégés contre les pouvoirs du moment. Posant que les universitaires auront leur identité dans les pratiques institutionnalisées où ils se sont formés, elle soutient que c'est sur la seule base de l'institution universitaire qu'ils pourront faire prévaloir, contre les contraintes trop immédiates de la pratique ou de l'intérêt, les valeurs sur la base desquelles on leur accorde à eux-mêmes une valeur. Sans « autonomie professionnelle » (pour nommer ainsi le privilège du jugement que donne aux universitaires leur appartenance à l'Université), le monde contemporain aurait bientôt fait de s'effondrer sur les genoux de Lyssenko ou dans les livres comptables d'Enron et de la World Communication. Sans l'autonomie d'un jugement fondée sur une formation qui fait la synthèse d'une expérience historique collective, la mode se contredirait à toutes les dix minutes mais elle aurait, en toute chose, toujours le dernier mot.

⁵ Jusqu'ici dans l'histoire occidentale, l'Université a pu échapper aux efforts de contrôle grâce au fait que l'unité d'inspiration de l'institution s'incarnait dans une variété de contextes sociaux qui n'étaient jamais vraiment synchronisés et unifiés; quand on faisait taire Descartes à Paris, c'est à Amsterdam que sa parole resurgissait. La globalisation de la gestion universitaire pourrait changer cela.

Ceci dit, je ne prétends pas que ce privilège du jugement soit aujourd'hui dignement et universellement assumé, loin de là, ni que son abolition tendancielle au profit d'opérations soit impossible. Dans de nombreux domaines, ce sont ceux qui ont pris le temps d'apprendre un modeste métier, sur le tas et au contact de ses praticiens, qui défendent le plus solidement le terrain de l'autonomie professionnelle, de la vision d'ensemble et de la responsabilité à l'égard de la société, alors que d'autres qui ont consacré de longues années à leur formation au sein de l'Université en appelle à leur propre destitution par les systèmes. Parlant de l'Université, je signale cependant qu'il y a là, malgré tout, un héritage plus récent et plus fragile, un héritage issu du monde moderne, et je dis que cet héritage est aujourd'hui transformé en un enjeu politique. Je dis que cet enjeu est d'autant plus important que l'économie globale du savoir qu'on nous prophétise passe encore par une pluralité de « sociétés développées » particulières qui restent fondées sur des « humanités » qui leur ont fourni leur idée il y a quelques siècles. Et je dis que l'Université, qui est la première institution occidentale à avoir pris sur elle cet idéal de développement du monde humain ne peut pas encore devenir un simple organe de production de petits serviteurs qui ne songeraient qu'à devenir de gros consommateurs.

4.

J'ai parlé en commençant la section précédente d'une vision dominante de la nature des diplômés universitaires et je lui ai opposé, pour la mettre en relief, une conception dont j'ai dit qu'elle avait sa source dans le monde moderne. Cette opposition conceptuelle se double évidemment d'une opposition politique, opposition qui a justement son expression dans la vision et l'idéologie techniciste de l'économie du savoir. Il n'y aurait pas lieu de prendre au sérieux les forces qui rodent aux portes de l'Université pour s'en faire butin si elles se contentaient de réclamer que cet os encore bien charnu qu'est l'Université soit jeté sans autre forme de procès dans la corbeille des partenariats publics/privés. On les verrait venir de trop loin. Pour être crédible, la vision dominante, celle de mon recteur apostat de la culture, doit plutôt partir d'un problème d'apparence réelle : la chasse aux emplois de haute technologie, un problème dont nous chargeons des élus mal équipés pour l'aventure, et elle doit soutenir sur cette base que notre pays ne pourra avoir sa part de l'économie du savoir qu'en favorisant une meilleure articulation des formations universitaires aux besoins réels des entreprises de l'avenir. De fil en aiguille et sous prétexte d'accroître l'utilité des universitaires, on proposera donc de réviser le procès de production des diplômés et, au risque de faire disparaître l'autonomie professionnelle, de recentrer l'enseignement supérieur autour de formes partenariales d'intégration à l'entreprise des chercheurs universitaires.

Ce programme techniciste de production de chercheurs, qui est un danger dans tous les domaines d'études, serait très certainement une catastrophe dans le secteur des humanités. Sous prétexte de mieux préparer les techniciens de l'homme et de la société aux opérations qui les réclament, on se tournerait vers les humanités pour leur enlever, après l'avoir enlevée aux sciences, l'aptitude à contribuer à la formation de la personne,

cette « chose » qui (contrairement aux « compétences ») ne peut pas être avalée sans reste par les processus en vigueur dans les organisations.

Je voudrais donc en terminant donner un exemple de la manière dont se présente dans la vie quotidienne cette opposition politique à ce qu'il reste de l'Université moderne, disons, pour aller vite ici, à ce qu'il reste de l'Université de Claude Ryan. Je me console du fait de nommer de cette manière l'Université que je défends en me disant que c'est la seule que nous ayons, aucune alternative crédible à la protection institutionnelle accordée à la vie de l'esprit n'ayant encore pris forme.

Pour les fins de cet exemple de détail, revenons encore une fois à notre coup de sonde initial. Nous avons plus haut une institution qui en 2003-2004 avait 37 591 inscrits et qui, durant cette même année, avait accordé 8 736 diplômes de tout acabit. Or, avec 68% de ces inscrits (68,5% pour être exact), les humanités n'avaient remis que 67% (66,7% en fait) des diplômes. Dans une réforme du financement où tout a été recentré sur la « productivité » des universités (financement à 100% du coût moyen des variations de « clientèle » et multiplication, par 7 au doctorat, des primes à l'émission de diplômes), cet écart de productivité des humanités est déjà le début d'un acte d'accusation. Devant cette situation, l'Université Laval, aussi soucieuse que tout autre de préserver sa part du financement public, a mis sur pied en 2002 un comité chargé d'étudier les taux de persévérance aux études selon le secteur et le niveau des étudiants⁶. Suivant la trace dans les « dossiers » de tous les étudiants inscrits à une maîtrise entre 1993 et 1996 pour compter ensuite le nombre total de survivants diplômés en 2003, le comité arrivait au constat suivant : alors que les partants des humanités étaient, en 93-96, 69% de l'ensemble des partants vers la Maîtrise, ils n'étaient plus, en 2003, que 67% des diplômés de ce niveau (santé, sciences et techniques fournissant donc 31% des partants et 33% des diplômés). Mais cela n'était que la pointe de l'iceberg puisque au doctorat les partants des humanités, qui ne représentaient plus que 50% de l'ensemble des partants, représentaient moins de 35% des diplômés de ce niveau 10 ans plus tard (l'autre moitié des partants, qui venait des deux autres secteurs, représentant donc 65% des diplômés). Clairement, allait conclure le comité, quelque chose n'allait du côté de « l'encadrement » des doctorants des humanités, conclusion qui était d'ailleurs son point de départ.

Pour s'expliquer cet écart de productivité (et tenter de le combler pour améliorer les chances de Laval dans la bataille du rendement), le comité mena des consultations, des discussions et des réflexions. Mais tout cela, qu'on se rassure, n'accoucha de rien qui n'ait été éminemment prévisible, aussi bien en matière de diagnostic qu'en matière de remède. On « trouva » ainsi, si le verbe « trouver » n'est pas trop fort, que :

Les étudiants d'origine étrangère et ceux qui n'appartiennent pas à une équipe ou à un centre de recherche avouent se sentir très seuls au cours de leur formation aux cycles supérieurs. La solitude de certains étudiants face à leurs études est un facteur important de décrochage. (p.12)

⁶ Voir, sur le site de l'Université Laval, *Avis de la Commission aux affaires étudiantes. Pour mieux soutenir les étudiantes et les étudiants dans leur projet d'étude, volet 2 : Persévérance et réussite aux 2^e et 3^e cycles*, 2 mars 2004.

Il est réconfortant de constater que les étudiants qui n'appartiennent pas à des centres de recherche ont la sagesse « d'avouer » qu'ils se sentent seuls, situation qui, comme chacun le sait, n'est pas celle des « autres ». Dans les centres de recherche, comme chacun sait régent la fraternité, le communautarisme et la promiscuité.

Le comité trouva aussi, d'une manière tout aussi réconfortante pour les idées préconçues qui règnent sur la question, que :

Dans les programmes de sciences humaines et sociales ainsi que dans les arts et les lettres, ce sont souvent les étudiants qui proposent un sujet de recherche et qui, *de plus* (je souligne), doivent trouver un directeur de recherche. Un parcours du combattant qui met parfois en péril la réalisation d'un projet d'études. (ibidem)

On voit ici la situation d'extrême abandon qui est celle des étudiants des humanités, selon notre comité. Imaginez un peu ce scandale : on considère dans ce secteur que les candidats à un doctorat devraient déterminer par eux-mêmes l'orientation de leurs recherches! Le contraste avec la situation qui règne « ailleurs », un ailleurs qui représente très certainement la situation normale, est total, et la déviance des humanités est massive :

Dans le domaine des sciences médicales et des sciences pures et appliquées, c'est généralement le directeur de recherche qui propose le sujet de recherche car l'étudiant se voit intégré à un groupe ou un centre de recherche ayant un thème de recherche bien défini. L'étudiant choisira ainsi de s'inscrire en fonction du financement que le directeur de recherche sera en mesure de lui offrir et de la capacité d'accueil du groupe de recherche. (p. 18)

Il est inutile de faire défiler ici le menu déroulant des poncifs et des idées approximatives qui règnent sur ce genre d'exercice, surtout lorsque, comme c'est très clairement le cas ici, l'attitude qui préside à la confirmation de l'idéologie dominante en est une de bonté et de bonne volonté. Ce qui se passe, en somme, est d'une grande simplicité mais d'une grande efficacité : en partant d'un différentiel de productivité auquel on ne réfléchit nullement, on profite de l'occasion pour inventer le mythe de l'encadrement technoscientifique et pour le proposer aux humanités en tant que solution de gros bon sens. Oubliant que « les étudiants de doctorat » ont amplement fait la preuve, depuis quelques siècles, qu'ils pouvaient être aussi créatifs qu'inspirés et aussi autonomes que visionnaires, oubliant que bon nombre de développements originaux, dans toutes les disciplines, sont venus de la relative indiscipline des doctorants, on les transforme pour leur bien en dociles petits travailleurs salariés de la recherche partenariale et on leur fourre dans la gueule un sujet, un corpus, un paradigme et un horaire, toutes choses qu'on leur fait avaler enrobées dans un chèque au chocolat. Sous le nom de « formation à la recherche en réseau par la recherche en réseau », on fait vertu de la soumission des chercheurs de demain au processus de leur propre production et on envisage ainsi de les assujettir, dès l'Université, au système de la division du travail intellectuel. En cours de route on imagine en plus un généreux système d'encadrement technoscientifique où les

professeurs qui utiliseraient les étudiants aux fins de leur propre « productivité » seraient finalement réputés les aider à combattre la solitude.

Est-ce là tout ? Assurément pas. De la même manière que l'on considère maintenant comme « un parcours du combattant » le fait pour un étudiant de doctorat de choisir son sujet et son directeur, on soutient qu'il est impossible pour les professeurs de déterminer par eux-mêmes quelles sont les questions qui méritent d'être posées. Constatant que l'économie du savoir est dominée par les organisations qui font de la science un facteur de production de la richesse, ce qui est une tautologie, on en déduit que les professeurs doivent s'associer à elles pour choisir leur propre sujet (et pour se trouver eux aussi des directeurs bienveillants) et avoir ainsi la chance de voir leurs recherches reconnues comme pertinentes par l'État et dignes d'être financées.

En réalité, aucun des éléments de cette mythologie ne correspond à la réalité historique, ni dans les sciences de la nature, ni même dans les sciences appliquées. C'est seulement depuis 25 ans que l'on a commencé à retirer aux institutions les ressources matérielles qui servaient à l'encadrement des études graduées et à les y réintroduire ensuite sous la forme de fonds salariaux gérés par des professeurs/employeurs. Et c'est seulement depuis 5 ans que l'on a commencé à assujettir l'obtention de ces fonds salariaux par les professeurs à des partenariats publics/privés qu'il leur incombe de nouer. Ce dont on parle ici, c'est d'un programme politique. En prenant appui sur le fait évident que les étudiants des sciences et des techniques ont toujours eu besoin « d'équipements » pour mener leurs recherches, et en soutenant, simplement parce que l'on trouve dans ce secteur des « laboratoires », que le programme d'intégration de l'Université aux besoins immédiats des employeurs y est déjà réalisé (ce qui est faux), on jette la totalité de l'institution universitaire dans la confusion en attendant de la pendre avec les cordons de la bourse ou de l'assommer avec le critère de la « pertinence ».

Pour ce qui est du différentiel de productivité et de persévérance aux études doctorales, on ferait bien de commencer par considérer que les humanités, qui représentent les 2/3 de l'Université ne représentent cependant que le 1/3 de ses coûts et qu'elles ne reçoivent sur cette base que le dixième des fonds publics destinés à la recherche, *c'est-à-dire des fonds destinés notamment au financement des étudiants gradués*⁷. Avant de chercher l'explication du taux de graduation des étudiants des sciences et des techniques du côté d'une fumeuse intégration à des « laboratoires » partenariaux vouées à la pyrolyse sous vide, on pourrait commencer par tenir compte du niveau des dépenses publiques dans chaque secteur. Et avant de proposer à tous le modèle imaginaire du chercheur servile, on pourrait commencer par « découvrir » que ce n'est pas encore celui-ci qui règne, même dans les techniques. Parce que les humanités ont toujours coûté moins cher en professeurs, en locaux et en équipements, c'est-à-dire, très exactement, parce qu'elles ont toujours eu une « productivité » supérieure à celle des deux autres secteurs, on a pris l'habitude de financer ses étudiants d'une manière tout

⁷ À la page 48 des *Indicateurs de l'éducation*, op.cit., le ministère de l'éducation parle, en additionnant apparemment toutes les sources de financement de la recherche, de 78% des fonds pour les sciences appliquées; ce calcul laisserait 22% aux humanités, alors que les observations de terrain leur donnent plutôt dans les 12%.

aussi frugale. Imputant maintenant au type d'encadrement que l'on y pratique ce qui n'est que le résultat de cette habitude de mesquinerie, on se croit habilité à proposer comme remède aux humanités un procès de production des docteurs qui est la parfaite négation de l'autonomie universitaire et on invente pour cela une société où l'on produirait les savants comme on produisait les Epsilons dans les romans de science-fiction. Que l'on m'entende bien : je ne suis pas en train de réclamer des fonds supplémentaires pour les humanités. Je suis loin d'être certain, de toute manière, que ceux que l'on « injecte » ces temps-ci dans la recherche ne viennent le moins en aide à l'institution universitaire. Je dis simplement que l'on prend appui sur un modèle de servilité que l'on invente pour proposer une transformation qui ferait disparaître toute utilité de l'Université pour « la » société en faisant d'elle l'annexe de puissances sociales pour lesquelles la connaissance est le vil instrument de l'accumulation du capital. Si l'on ose penser de cette manière, c'est que le grand capital a fait un retour remarqué dans les salons et dans les pages «tendances» des journaux depuis qu'il a capté les désirs du petit épargnant solitaire qui caresse ses RÉERs pendant que son argent travaille en Chine.